

Brochure n° 3116

**Convention collective nationale**

IDCC : 413. – **ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES  
POUR PERSONNES INADAPTÉES  
ET HANDICAPÉES**  
**(9<sup>e</sup> édition. – Septembre 2005)**

AVENANT « SALAIRES » N° 298 DU 10 MAI 2005

NOR : *ASET0551038M*

IDCC : 413

Entre :

Le syndicat général des organismes privés sanitaires et sociaux à but non lucratif (SOP) ;

Le syndicat national au service des associations du secteur social et médico-social (SNASEA) ;

Le syndicat national des associations de parents et amis de personnes handicapées mentales (SNAPEI) ;

La fédération des syndicats nationaux d'employeurs des établissements et services pour personnes inadaptées et handicapées,

D'une part, et

La fédération nationale des syndicats chrétiens des services santé et services sociaux CFTC ;

Le syndicat général enfance inadaptée CFTC ;

La fédération des services de santé et sociaux CFDT ;

La fédération française des professions de santé et de l'action sociale CGC ;

La fédération nationale de l'action sociale CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit.

### **Article 1<sup>er</sup>**

En parité avec les mesures générales accordées en matière de salaires dans la fonction publique pour l'année 2005, les valeurs du point conventionnel (cf. article 1<sup>er</sup> de l'annexe 1) sont fixées comme suit :

- 1<sup>er</sup> février 2005 : + 0,5 %, soit 3,53 € ;
- 1<sup>er</sup> juillet 2005 : + 0,5 %, soit 3,55 € ;
- 1<sup>er</sup> novembre 2005 : + 0,8 %, soit 3,58 €.

### **Article 2**

Après agrément de l'accord de branche 2005-5 du 22 avril 2005 sur le rattrapage de la modération salariale accompagnant la réduction du temps de travail, les valeurs de point seront fixées à :

- 1<sup>er</sup> janvier 2005 : + 2,34 %, soit 3,59 € ;
- 1<sup>er</sup> février 2005 : + 0,5 %, soit 3,61 € ;
- 1<sup>er</sup> juillet 2005 : + 0,5 %, soit 3,63 € ;
- 1<sup>er</sup> novembre 2005 : + 0,8 %, soit 3,66 €.

### **Article 3**

Les dispositions du présent avenant sont applicables sous réserve de leur agrément conformément aux dispositions de l'article L. 314-6 du code de l'action sociale et des familles.

Fait à Paris, le 10 mai 2005.

(Suivent les signatures.)